

AFFAIRES

Halliburton ou le pillage de l'État



Halliburton, numéro 1 mondial des équipementiers pétroliers, est devenue sous l'administration Bush fils l'un des symboles des guerres de prédation. La multinationale, anciennement dirigée par Dick Cheney, a bénéficié de contrats mirifiques à l'occasion de la guerre contre l'Irak et de la reconstruction. Mais ce scandale n'est pas nouveau : depuis près d'un siècle, cette société se développe en mêlant business et politique sur le dos de citoyens états-uniens bien crédules. C'est le premier volet de notre enquête sur une multinationale trop méconnue.

page 2

Tyrannie ou relèvement ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Vladimir V. Poutine a décidé de mettre fin au processus de régionalisation de son pays afin d'en éviter l'éclatement, ce qui lui vaut d'être conquis dans la presse atlantiste. Robert Kagan demande à George W. Bush de faire pression, André Glucksmann présente Poutine comme le responsable du carnage de Beslan et Boris Berezovski feint de croire que la question tchétchène est une révolte contre le centralisme.

page 11

REPÈRE : 17 SEPTEMBRE 1993

Un coup d'État approuvé par l'Occident

Élu président de la Russie, en 1992, Boris N. Eltsine lance une série de réformes qui sont rejetées tant par les électeurs que par le Parlement. Il réussit à faire passer cette crise, devant la communauté internationale, comme un affrontement entre « démocrates » et « conservateurs » ce qui lui vaut l'appui sans condition de l'Occident. Le 17 septembre 1993, il informe le secrétaire d'État US Warren Christopher de son intention de passer en force - celui ci approuve. Eltsine annonce alors la dissolution des Chambres et le contrôle présidentiel sur toutes les instances politiques. La Cour constitutionnelle rejette, à une écrasante majorité, la décision présidentielle tandis que les députés se barricadent à l'intérieur de la « Maison-Blanche », le siège du Parlement à Moscou. Eltsine présente la rébellion comme un acte de « nostalgiques soviétiques » et ordonne l'assaut du Parlement par l'armée le 3 octobre. Il y aura plus de 150 morts et 20.000 arrestations. Tous les partis opposés à l'économie de marché sont interdits, et, en prévision des élections du 12 décembre, seuls les partis eltsiniens sont admis à s'exprimer à la télévision. Le « monde libre » salue la victoire de la démocratie en Russie. ■



LES CERVEAUX NE RÊVENT PLUS DE L'AMÉRIQUE

Depuis les attentats du 11 septembre et l'adoption par les États-Unis d'un arsenal sécuritaire dirigé en premier lieu contre les populations immigrées, de plus en plus d'étudiants étrangers hésitent à rejoindre les universités outre-Atlantique. C'est ce que révèle l'enquête du Council of Graduate Schools, une association de Washington, dont rend compte l'*Asia Times*. Selon les résultats publiés, le nombre de demandes provenant d'étudiants étrangers aurait baissé de 28 %, et le nombre d'admissions de 18 %. Les pays concernés sont naturellement ceux qui envoyaient auparavant le plus d'étudiants sur les campus états-uniens, c'est-à-dire la Chine (-45 % de demandes), l'Inde (-28 %) et la Corée (-14 %). Les auteurs de l'enquête mettent en cause l'extension des restrictions pour l'attribution de visas : les étudiants étrangers sont désormais contraints de payer 100 dollars l'ouverture d'un dossier au Student Exchange Visitors System, qui comprend des informations personnelles sur eux transmis aux États-Unis par leur université d'origine, avant d'être soumis à une série de contrôle biométriques. Ces mesures, qui ont suscité la protestation de nombreuses chancelleries, ont entraîné un reflux significatif du rayonnement du « rêve américain » chez les « cerveaux » du monde entier. ■

Affaires

Halliburton ou le pillage de l'État

Halliburton, numéro 1 mondial des équipementiers pétroliers, est devenue sous l'administration Bush fils l'un des symboles des guerres de prédation. La multinationale, anciennement dirigée par Dick Cheney, a bénéficié de contrats mirifiques à l'occasion de la guerre contre l'Irak et de la reconstruction. Mais ce scandale n'est pas nouveau : depuis près d'un siècle, cette société se développe en mêlant business et politique sur le dos de citoyens états-uniens bien crédules. C'est le premier volet de notre enquête sur une multinationale trop méconnue.



George et Herman Brown, fondateurs de la société Brown & Root

Dick Cheney fut nommé, en 1995, à la tête de la société Halliburton pour sa connaissance exceptionnelle des rouages du Capitole et du Pentagone, et bien qu'il n'ait aucune expérience dans le privé. Le pari du Conseil d'administration qui l'embauche sera couronné de succès : cinq ans avant son arrivée, les prêts accordés à la société et appuyés par l'État s'élevaient à 100 millions de dollars, pour atteindre 1,2 milliards à son départ. Les contrats passés avec le gouvernement doublent pratiquement dans la même période, passant de 1,2 milliards à plus de 2,3 milliards. Le fait que Cheney ait joué de ses relations pour obtenir ces contrats est pratiquement impossible à prouver, par ailleurs Halliburton peut arguer qu'elle est réellement la société la plus apte à les honorer [1]. Quoi qu'il en soit, Dick Cheney a amplifié un système qui existait

avant lui. Pour le comprendre, il convient de revenir sur l'histoire méconnue de la multinationale Halliburton, issue de la fusion entre une société de services pétroliers à très haute technologie et une sorte de cabinet politico-financier comme en produit le mode de vie états-unien.

Les origines du savoir-faire d'Halliburton

À l'origine d'Halliburton, il y a un jeune homme ambitieux et passionné de mécanique, né en 1892 à Henning, une petite ville près de Memphis dans le Tennessee. Erle Palmer Halliburton est l'aîné des cinq enfants d'une famille dont le père décède prématurément en 1904, la laissant pratiquement sans ressources. Deux ans plus tard le jeune Erle, alors âgé de 14 ans, décide de tenter sa chance pour libérer les siens des affres de la pauvreté et part à l'aventure en promettant de ne revenir à Henning qu'avec un million de dollars dans les poches. Il enchaîne les petits boulots toujours en rapport avec sa passion, la mécanique, et finit par s'installer en Californie après un bref passage dans l'U.S. Navy où il s'occupe de mécanique hydraulique. Il se marie et accepte temporairement la responsabilité d'un projet d'irrigation qui lui procure un salaire honorable pour l'époque de 100 dollars par mois.

Autour de lui s'agitent déjà les aventuriers embarqués dans la frénésie du pétrole, démarrée en 1860 en Pennsylvanie, gagnant la Californie en quelques décennies pour finalement exploser au Texas en 1901 lorsque le brut jaillit au-dessus de la colline de Spindletop. La technologie mise au service de l'extraction évolue alors rapidement, mais beaucoup reste à inventer pour l'optimiser. Les pionniers de l'or noir avancent à l'aveuglette, procèdent de manière souvent maladroite et empirique. Erle Halliburton se fait embaucher par l'entreprise de bétonnage de puits d'Almond A. Perkins. Cette technologie alors quasiment inconnue permet d'éviter que des infiltrations de gaz ou d'eau se produisent dans le puits, rendant son pétrole inutilisable, et permet en outre de consolider ses parois qui habituellement se désagrègent, obligeant l'opérateur à évacuer sans arrêt ces matériaux indésirables à l'extérieur du puits. Rapidement passé de chauffeur de camion à cimenteur de puits, Erle est néanmoins remercié au bout d'un an. Décidant immédiatement de mettre à profit ses nouvelles et précieuses connaissances en créant sa propre entreprise, Erle dira plus tard que son embauche et son licenciement par la Perkins Oil Well Cementing Company étaient les deux meilleures choses qui lui soient arrivées.

Installée au Texas, son entreprise connaît des débuts difficiles, noyée parmi la foule d'aventuriers, entrepreneurs et charlatans en tous genres qui gravitent autour des *boomtowns* pétrolières. La New Method Oil Well Cementing Company du jeune Halliburton n'encaisse pratiquement aucun profit, mais la détermination inébranlable de son patron finira par payer quand une compagnie d'extraction lui confie la tâche de maîtriser un puits indomptable qui lui fait perdre des revenus importants. Une fois la tâche accomplie, la réputation de la nouvelle méthode de Perkins, à laquelle Halliburton a apporté quelques améliorations, enfle et circule rapidement dans tout le milieu. Les contrats affluent et l'entreprise décolle enfin. Devant ce rapide succès, le détenteur du brevet de la méthode de cimentage et ancien patron de Halliburton assigne ce dernier en justice pour récupérer ses droits. La dispute se soldera par un accord selon lequel Halliburton cède en échange à Perkins les

droits sur son propre brevet de fabrication de ciment, mais il n'est pas encore au bout de ses ennuis avec les brevets : quelques années plus tard il mènera sans succès une autre bataille qui l'opposera à l'une des plus puissantes firmes d'alors, la Standard Oil de John D. Rockefeller [2].



Une ville pétrolière états-unienne en 1927.

En 1924, il concocte un plan de capitalisation boursière en faisant entrer ses principaux clients dans le capital de son entreprise, qui devient la Halliburton Oil Well Cementing Company, ou Howco. De cette manière, il s'assure un salaire plus confortable tout en réservant la majorité des parts à sa famille, et cherche à diversifier son activité en acquérant une flotte d'avions de transport de passagers. L'arrivée de

la grande dépression lui fait regretter ce pari ; Halliburton tente alors de reconvertir cette flotte en décrochant un marché public de distribution de courrier. Son offre est rejetée. Il tente donc de rattraper le coup par un voyage à Washington durant lequel il proteste auprès des élus, mais son inexpérience des subtilités de la politique le maintient décidément hors de la boucle. En conséquence Erle Halliburton nourrira pendant longtemps une défiance amère à l'égard de « *ces gens à Washington* », préférant s'en remettre davantage à son expertise et à son flair acquis sur le terrain.

À la fin des années 20, Howco doit son succès à ses camions, qui sillonnent sans relâche les routes du Texas et de l'Oklahoma d'un puits à l'autre, et à la persévérance d'un directeur qui va dénicher les contrats, aussi modestes soient-ils.

Les relations politiques de Brown & Root

À l'inverse, une autre petite compagnie basée au Texas fit simultanément son chemin dans les méandres des courants politiques, chevauchant cycles économiques et guerres comme nulle autre.

Quand la famille Brown arrive au Texas en 1879, cet État ne compte pas un million d'habitants (la population explosa ensuite pour atteindre trois millions en 1900) qui vivent dans de petites villes autarciques, reliées par des chemins défoncés - souvent d'anciennes pistes indiennes - qui freinent considérablement tout développement.

Herman et George Brown naissent en 1892 et 1898 dans l'ambiance de western de la ville de Belton, où leur père Riney tient un petit commerce. Herman se distingue par son ardeur au travail et se détourne rapidement de ses études pour prendre un petit boulot dans les travaux publics, quand son jeune frère, plus charmeur et extraverti, vend des lapins et des journaux avant de rejoindre le Rice Institute de Houston, qui deviendra la Rice University. Il s'engage dans l'armée durant la Première Guerre mondiale, sans toutefois participer aux combats, puis s'inscrit à l'école des Mines du Colorado, dont il sort avec un

diplôme affublé du commentaire « *gagne son pouvoir grâce à sa capacité à se faire des amis* ». La carrière de George Brown ne démentira pas cette note particulièrement clairvoyante.

Entre temps, son frère Herman s'est lancé avec sa femme Margaret Root dans la construction de routes. Avec l'essor de l'automobile, il a compris l'importance de l'amélioration des voies de communication pour le développement du Texas, et sa petite affaire marche correctement, même si il ambitionne, comme Erle Halliburton, une carrière plus mirifique. Il embauche George après une expérience dans les mines qui manquera de coûter la vie à ce dernier, et s'appuie sur les capitaux apportés par son beau-frère Dan Root pour agrandir son entreprise qui fonctionne alors avec quelques mules ainsi qu'une poignée de forçats repris de justice.

Mais rapidement Herman Brown comprend aussi qu'en plus de la force de travail, l'élément clé de sa réussite réside en sa capacité à garantir l'afflux de contrats par un réseau relationnel solide.

Là où Howco avait échoué en soumettant une offre perdue dans la masse, l'entreprise des frères Brown devait faire ses gammes dans le contexte particulièrement difficile des travaux publics du Texas, où se développaient à l'époque les pratiques de corruption qui continuent aujourd'hui de caractériser l'« *univers impitoyable* » du business texan. Au milieu des premiers scandales autour de l'attribution de contrats par le Département des autoroutes du Texas nouvellement créé, George et Herman Brown firent preuve d'une étonnante capacité d'adaptation. Se contentant au départ de petits contrats et de sous-traitances laissées derrière le sillage des favoris de l'élite politique, ils cultivèrent peu à peu leur influence auprès des décideurs selon l'adage « *La politique c'est les affaires, les affaires sont de la politique* ». Un premier contrat relativement important est décroché par Herman simplement en se rendant dans le bureau du directeur de la commission d'attribution des contrats publics, sans aucun appel d'offre, installant d'ores et déjà Brown & Root (aujourd'hui Kellogg, Brown & Root, ou KBR) dans son véritable cœur de métier.

Assise sur de confortables profits générés par la construction de routes, mais aussi sur une quantité impressionnante de billets à ordre (promesses de paiement s'étalant sur des périodes allant jusqu'à cinq ans), Brown & Root aurait pu disparaître avec les milliers d'entreprises qui, en 1929, se retrouvèrent avec des montagnes de papier sans valeur. Seulement les conseillers financiers des frères Brown avaient insisté avec virulence pour qu'ils les échangent contre des liquidités avant le grand crash. Cela fournit à Brown & Root une base de subsistance durant les premières années de vache maigre qui ralentirent considérablement le développement des routes.

En 1932, Brown & Root doit pourtant se résoudre à prendre en charge le collectage des ordures de la ville de Houston, qu'elle optimise en enjoignant ses employés de trier les déchets organiques dont ils nourrissent des porcs qui sont ensuite vendus. Ce sera le premier d'une longue série de scandales autour de l'attribution à Brown & Root et sa gestion des marchés publics. En effet, une offre d'un montant moins élevé avait été soumise, mais le contrat est tout de même attribué à Brown & Root, suscitant l'ire de la presse locale.

Ainsi l'entreprise s'accroche et n'hésite pas à accepter de se diversifier à

outrance pour survivre, mais bientôt les coffres sont vides : il faut jouer un gros coup ou mettre la clé sous la porte.

Pour cela les frères Brown doivent se frayer une entrée à un niveau de pouvoir supérieur. Ils trouveront en la personne d'Alvin Wirtz, l'un de leurs proches conseillers, l'intermédiaire idéal.

Alvin Wirtz est alors un personnage politique hors du commun, homme de l'ombre très influent au Texas car éloigné du feu des projecteurs, contrairement aux hommes politiques élus qui doivent sans cesse répondre de leurs actes devant l'opinion publique. Au sein de son cabinet d'avocats Powell, Wirtz, Rauhut & Gideon, il tire alors davantage les ficelles des décisions politiques qu'à son poste de sénateur qu'il avait occupé jusqu'en 1930, moment où il choisit de poursuivre sa carrière dans les coulisses du pouvoir.

Le flair politique de Wirtz oriente rapidement l'attention de Brown & Root vers la seule source d'enrichissement à leur portée, moyennant quelques subtilités relationnelles, à savoir les projets de chantiers publics démesurés du New Deal de Roosevelt. Ceux-ci furent à l'origine de la puissance actuelle de nombreuses entreprises privées, comme Bechtel à qui fut attribuée la construction du barrage hydraulique Hoover Dam. Wirtz était déjà engagé, au nom d'un autre client, dans des procédures visant à obtenir pour lui l'attribution du chantier de construction d'un barrage sur la rivière Colorado. Le financement du projet par les fonds publics n'était possible que s'il s'agissait d'un barrage destiné à prévenir les inondations qui coûtaient chaque année des millions aux collectivités, et non pas un barrage destiné à produire de l'électricité. Wirtz se débrouilla pour convaincre les autorités de l'urgence de la création d'un organisme de gestion des travaux sur la rivière, le Lower Colorado River Authority (LCRA), dont il serait bien entendu le président, et rassura le parlement du Texas sur la nature du barrage qui devait être construit. Une fois cela accompli, Wirtz se rendit à Washington pour sécuriser des fonds du New Deal, mais se heurta aux doutes de l'administration sur l'utilité du barrage. Pour contourner cet obstacle, Wirtz fit tout simplement retracer la carte des districts du Texas afin que le lieu choisi pour la construction du barrage soit situé dans la juridiction du représentant James P. Buchanan, qui accessoirement se trouvait être le président du comité d'attribution des fonds du New Deal. Ensuite, Wirtz baptisa le barrage du nom de ce dernier, qui du coup insista auprès de Roosevelt pour avoir « *son barrage* » comme cadeau d'anniversaire !

Les travaux à demi terminés, le client de Wirtz fit faillite et laissa un barrage inachevé, bien entendu destiné à produire de l'électricité et donc inefficace contre les inondations. À ce moment Wirtz, qui n'avait pas froid aux yeux, décida tout simplement de faire construire un nouveau barrage en aval du premier, cette fois-ci par son autre client, la société Brown & Root. Peu importe que celle-ci n'ait aucune expérience en la matière, les frères Brown étaient résolus à s'y atteler coûte que coûte, car la survie de leur entreprise en dépendait.

Pour décrocher le marché, ils s'associent avec une autre entreprise plus expérimentée et soumettent un devis irréaliste pour la réalisation du projet : cette méthode consistant à faire grimper les coûts une fois le contrat obtenu est toujours très répandue et désormais peu de gens s'étonnent quand George W.

Bush demande quelques milliards de rallonge pour Brown & Root en Irak...

Ainsi, en décembre 1936 le président de la LCRA Alvin Wirtz attribue la construction du Marshall Ford Dam à Brown & Root, qui est également son client. Suivront d'autres difficultés, à chaque fois contournées grâce aux entrées de Wirtz à Washington, et particulièrement à l'influence du représentant Buchanan. Lorsque celui-ci meurt en 1937, Brown & Root perd son principal atout à Washington à un moment crucial pour sa santé financière.

Heureusement, c'est un autre ami de Wirtz, le jeune Lyndon Baines Johnson, qui s'engage dans la course pour récupérer le siège de Buchanan. Il s'adresse aussitôt à Wirtz pour qu'il use de son considérable pouvoir afin de l'aider à y parvenir. En échange, Wirtz lui demande de faire passer la loi qui lèvera les derniers obstacles empêchant Brown & Root de se hisser parmi les plus grands contractants de l'État. Protégé de Roosevelt qui met toute sa plate-forme de campagne à sa disposition, Johnson, s'il est élu, en a largement les moyens.

Le plus surprenant, lors de cette campagne qui fut l'une des plus coûteuses que le Texas ait jamais connu, est que Herman Brown lui-même ne soutenait pas le candidat qui lui permettrait de prospérer. Il méprisait d'ailleurs le New Deal, dont il avait pourtant déjà tiré plusieurs millions de dollars. Johnson remporta facilement l'élection grâce aux fonds levés par Wirtz, ainsi qu'au soutien de Roosevelt, et devint littéralement la branche politique de Brown & Root pour les décennies suivantes.

Lors d'une conversation avec George Brown, il décrira leur association comme « *Une joint-venture ... Wirtz va s'occuper de la partie légale, je vais m'occuper de la politique, vous allez prendre en charge son aspect business. Nous allons ensemble trouver des solutions qui amélioreront notre position à tous les trois.* » [3].

Le glissement vers les industries de défense

La Seconde Guerre mondiale fut la première occasion pour Halliburton et Brown & Root de réorienter leurs activités vers le domaine militaire, dans un effort s'accordant de nouveau parfaitement avec l'orientation des dépenses de l'État. Howco, non contente d'engranger d'importants profits grâce à la demande en pétrole stimulée par l'effort de guerre, se diversifia également dans la production de pièces détachées pour l'armée de l'air et la construction de pistes d'aviation. Brown & Root se convertit pour sa part en un clin d'œil en contractant pour la défense, après avoir construit son assise financière sur le capitalisme du New Deal. Parallèlement la compagnie exerça une forte pression anti-syndicale sur ses employés, et en conséquence Johnson prit un virage à droite aux yeux du public. Il avait assuré plusieurs autres contrats importants à Brown & Root, dont deux autres barrages sur le Colorado, liant définitivement son destin à celui de l'entreprise au point que le businessman Herman Brown paraisse parfois avoir l'ascendant sur le politique Lyndon Johnson. On retrouve aujourd'hui l'illustration de cette relation inversée en entendant des militaires états-uniens évoquer KBR comme un « *client* » de l'armée [4]...

L'un des meilleurs coups de l'association Johnson / Brown & Root restera la construction de la base militaire de Corpus Christi au Texas. Pour sa nomination en tant que candidat démocrate en 1940, Roosevelt s'appuie sur

l'influence de Wirtz et Johnson au Texas, un État dont le vote est crucial. En retour, il ordonne que toute décision de construction militaire réalisée au Texas passe par Lyndon Johnson. Soudainement, Brown & Root est évoqué comme possible contractant pour l'armée, puis obtient peu de temps après le contrat pour la réalisation de la base en des termes plus qu'avantageux : le type de contrat, appelé *cost-plus*, inclut le remboursement des coûts de construction ainsi qu'un pourcentage



Lyndon B. Johnson

de celui-ci versé comme rémunération au contractant, qui a alors tout intérêt à gonfler les coûts pour augmenter ses profits. Le montant fixé à l'origine s'élève à 23 381 000 dollars. Au finale, Brown & Root réalisera le projet pour la somme de 125 000 000 de dollars.

Brown & Root s'engagea ensuite dans la construction de navires de guerre. Inutile de préciser que ce qui assura à la société ses premiers marchés n'était pas son savoir-faire, alors inexistant dans ce domaine, mais le fait qu'elle ait permis par ses moyens financiers de faire élire plus de représentants au Congrès que le Democratic National Committee. Les commandes de navires tombaient par dizaines et en 1943, la construction navale était le premier secteur économique de Houston, où Brown & Root employait 15 000 personnes.

L'avantage principal de la politique syndicale rigide de style *open-shop* (main d'œuvre fluctuante et précaire) de Brown & Root était sa souplesse d'adaptation et ses faibles coûts de fonctionnement par rapport à ses concurrents, ce qui lui permettait de soumettre des offres plus basses et de remporter les contrats. Par ailleurs, lors des mouvements de grève, elle n'hésitait pas à facturer la moindre interruption de production aux centrales syndicales telles que l'AFL-CIO et à licencier à tour de bras les meneurs de ces mouvements, invoquant pour cela leur manque de patriotisme. Herman Brown estimait que l'effort de guerre justifiait cette politique.

À la fin de la guerre, l'État qui possédait 25 % de l'industrie du pays devait notamment se défaire de deux oléoducs Ouest/Est géants, à l'origine destinés à contrer l'attaque des pétroliers par les sous-marins allemands. Encore une fois, des concurrents plus expérimentés furent écartés du projet et, grâce à l'influence de Johnson, les frères Brown firent main basse sur le marché par l'entremise d'une société créée pour l'occasion.

Si le monde pouvait facilement constater ce que faisait Johnson pour Brown & Root, l'inverse était moins évident, notamment en raison d'une loi interdisant à l'époque le financement des campagnes par les entreprises et limitant le financement des particuliers à 5000 dollars par donateur. Le financement des campagnes de Johnson par Brown & Root n'était donc pas chose facile. Lors de chaque campagne, des sacs remplis de liasses circulaient de main en main, sans laisser de traces, et les employés de Brown & Root étaient souvent sollicités pour faire des dons au candidat Johnson, qui une fois élu faisait en sorte d'alimenter Brown & Root en marchés publics. Le coût d'une campagne sénatoriale était limité par la loi à 25 000 dollars par candidat, mais les

contributions de Brown & Root dépassaient régulièrement à elles seules les 100 000 dollars, dissimulées de différentes manières, quand ce n'était pas pour acheter directement les votes des électeurs comme les Mexicains déshérités du Sud-Texas. En juillet 1942, l'Internal Revenue Service (IRS) repéra des irrégularités dans les comptes de Brown & Root et décida alors d'ouvrir une enquête. Johnson, qui risquait gros dans l'histoire, tenta d'intervenir auprès du président Roosevelt pour lui assurer qu'il s'agissait d'une manœuvre politique. Mais les agents du fisc redoublaient d'ardeur à chaque tentative de Johnson pour étouffer l'affaire, d'autant qu'il ne parvenait pas à convaincre Roosevelt de s'en mêler. Il finit tout de même par accepter, et le lendemain un nouvel inspecteur fut chargé de l'affaire ; il examina le dossier et jugea que les éléments à charge étaient insuffisants étant donné l'effort de guerre fourni par la société, puis trancha pour une amende de moins de 500 000 dollars. L'affaire fut rapidement classée.

Johnson fréquentait à l'époque un groupe informel de richissimes texans, réunis par leur fortune, une volonté commune et un large spectre d'influence politique connu sous le nom de « Suite 8F » en raison de leur lieu de rendez-vous qui se trouvait être la Suite 8F de l'hôtel Lamar de Houston. D'un simple lieu de rencontre informelle, elle devint le lieu où étaient prises les décisions importantes et où se nouaient les alliances, loin du regard du public. Car leur but, aussi paradoxal qu'il puisse sembler, était bien de limiter l'impact des politiques sur leurs affaires respectives, tout en utilisant ces mêmes politiques et législations pour atteindre leurs objectifs.

Le point de fusion

Les dérives de Brown & Root durant la Première Guerre mondiale furent rapidement excusées au regard du public par la priorité de l'effort de guerre et personne n'évoquait alors les « *profiteurs de guerre* ». En revanche, il en fut autrement lors de la guerre du Viet-Nam.

Les années 50 virent Howco étendre ses activités jusqu'en Arabie Saoudite ou encore au Pérou, en Colombie, Indonésie, Mexique etc. et son revenu global passer de 94 millions de dollars à 194 millions en 1957, année de la mort d'Erle Halliburton, son fondateur, qui s'en allait en laissant une fortune dépassant largement sa promesse initiale d'un million de dollars. Mais la baisse de la demande pétrolière des années 60 entama les revenus de la société, qui chercha alors à se diversifier par tous les moyens.

De son côté, Brown & Root accusait également le coup, mais pour une autre raison. Sa santé financière était au mieux, avec notamment la construction de deux bases militaires, en France et en Espagne, pour une somme de 472 millions de dollars. En revanche, son pilier politique Lyndon Johnson s'était mis en tête de participer à la course présidentielle, ce qui n'était pas pour plaire à Herman Brown, satisfait des retours sur investissement procurés par son poulain au Sénat. Il ne voulait pas d'un Johnson en représentation, sans prise directe sur la législation. Néanmoins Johnson s'inclina aux primaires face au candidat Kennedy, et Herman Brown mourut d'une rupture d'anévrisme en novembre 1962, quelques mois avant l'assassinat de Dallas qui devait porter Johnson à la présidence. Il était alors question d'une acquisition de Brown &

Root par Halliburton. D'une part, les frères Brown ne souhaitaient pas vendre leur société à un concurrent. D'autre part, les deux sociétés, dont les points communs étaient leur origine texane, leurs débuts tourmentés et leur politique syndicale sans concessions, présentaient également une singulière complémentarité (la technologie mise au service d'un marché précis pour Halliburton, et la puissance politique d'une Brown & Root) lorsqu'il s'agissait de décrocher les contrats sur lesquels ils mettaient ensuite autant d'hommes que nécessaire.

Arthur Lepic

[1] La source principale des informations rapportées dans cet article est : *The Halliburton Agenda, The Politics of Oil and Money* par Dan Briody, Wiley éd., 2004.

[2] La Standard Oil deviendra plus tard la compagnie Exxon, dont nous avons relaté l'histoire dans « **Exxon-Mobil, fournisseur officiel de l'empire** », *Voltaire*, 26 août 2004.

[3] Cité par l'auteur. Op Cit.

[4] Op. Cit. p 78

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Tyrannie ou relèvement ?

Analyse

Les États-Unis ont poussé au Conseil de sécurité un texte visant à obliger la Syrie à se retirer du Liban et à contraindre le Liban à démilitariser le Hezbollah. Après diverses péripéties diplomatiques, la résolution 1559, adoptée le 2 septembre, formule une série de demandes vagues. Ni la Syrie, ni le Hezbollah ne sont nommément désignés, ce qui vide le document de toute substance. Plus équivoque encore, le Conseil souhaite que l'élection présidentielle se déroule « conformément à des règles constitutionnelles libanaises élaborées en dehors de toute interférence ou ingérence étrangère ». Pour les rédacteurs états-uniens, cela signifie que les Syriens doivent renoncer à faire modifier à la hâte la Constitution pour permettre au président Émile Lahoud de briguer un nouveau mandat. Mais pour d'autres membres du Conseil de sécurité, cette même phrase signifie au contraire que les États-Unis doivent renoncer à s'opposer à cette réforme et admettre un nouveau mandat Lahoud. Dans ce jeu de dupes, Paris a apporté son soutien à Washington, comme la corde au pendu, pour gommer une à une toutes les références explicites aux divers protagonistes. En définitive, la résolution 1559 aura provoqué mécaniquement l'unité du Liban. Le Premier ministre, Rafic Hariri, adversaire d'Émile Lahoud, a lui-même immédiatement proposé la réforme constitutionnelle que le Conseil des ministres s'est empressé d'approuver et le Parlement de voter. Alors que seul le Hezbollah soutenait ouvertement la candidature du général Lahoud, presque tous les partis se sont ralliés au président sortant, à la plus grande satisfaction du grand frère syrien qui suivait la manœuvre en contact permanent avec Paris. Cependant, soucieuse de crédibiliser son jeu subtil, la France s'est livrée à des déclarations intempestives qui ont fait quelques dégâts. L'ancien ministre libanais George Corm se demande à ce propos, dans *Le Monde*, si Paris n'a pas été influencé par « l'Appel de Beyrouth ». Pour clore cette opération sans laisser de goût amer, il faudrait maintenant que la diplomatie française rectifie certaines de ses déclarations.

Le mythe de la menace nucléaire nord-coréenne fournit aux néo-conservateurs le seul argument qui leur reste pour justifier leur pharaonique et inutile programme anti-missiles. Il est régulièrement alimenté par des opérations de désinformation dont la dernière en date a consisté à annoncer l'explosion d'une bombe atomique nord-coréenne à l'occasion de la fête nationale de ce pays. Il s'agissait en fait d'une explosion volontaire sur un colossal chantier de travaux publics. Loin de se gausser de cette nouvelle intox, John Kerry en a profité pour en rajouter sur son concurrent en accusant le président Bush de laxisme avec Pyongyang.

L'ancien conseiller de sécurité nationale de Reagan, Richard V. Allen s'indigne dans le *New York Times* que les démocrates se permettent de donner des leçons aux républicains. Il souligne que la politique de Bush se veut une réponse à ce qu'il considère être un échec de Clinton.

Loin de ces surenchères, le parlementaire britannique Glyn Ford observe dans le *Guardian* qu'il n'y a pas eu d'explosion nucléaire et que la menace nord-coréenne est purement imaginaire. La vérité, c'est que Pyongyang tente de s'insérer dans l'économie de marché, comme la Chine l'a déjà fait, et que, si danger nucléaire il y a dans la péninsule, il vient du programme atomique sud-coréen. Le budget militaire sud-coréen est d'ailleurs supérieur au PIB nord-coréen.

Vladimir V. Poutine ayant décidé de mettre fin au processus de régionalisation mis en œuvre par son prédécesseur et, au contraire, de renforcer le contrôle du pouvoir central dans tous les territoires, la presse atlantiste le conspu. Après le drame de Beslan, le président russe déclare chercher à prévenir l'éclatement de son pays, tandis que ses adversaires l'accusent de rétablir le pouvoir absolu des tsars et des soviets. On passe ainsi d'une condamnation du pouvoir autoritaire communiste à une dénonciation de l'autoritarisme congénital de « l'âme russe » qui frise la xénophobie.

Ainsi, Robert Kagan dénonce la restauration d'une dictature à l'ancienne dans le *Washington Post*. L'intellectuel néo-conservateur implore donc le président Bush de faire pression sur son homologue russe pour faire cesser sa dérive. Dans *Le Monde*, André Glucksmann reproche à Vladimir Poutine de ne pas avoir négocié l'indépendance de la Tchétchénie contre la vie des otages de Beslan et d'être, de ce fait, responsable du carnage. Au passage, il regrette que le Kremlin refuse de considérer l'ancien président Maskhadov comme un interlocuteur, oubliant de signaler que ce leader « modéré » vient de proposer 20 millions de dollars de récompense à toute personne qui assassinerait le président Poutine.

Le même quotidien publie une fort intéressante tribune de Boris Berezovski. Parfaitement rompu à la communication occidentale, l'oligarque, réfugié en Grande-Bretagne, y déplore que le président Poutine ait choisi la voie du centralisme et se refuse à négocier une autonomie de la Tchétchénie. On serait tenté de partager son point de vue si l'on ne se souvenait que cette autonomie a déjà été proposée par Moscou et refusée par les indépendantistes, montrant ainsi que le véritable enjeu de ce conflit est bien l'éclatement de la Russie dans le prolongement de celui de l'URSS.

Réseau Voltaire

Georges Corm



Consultant économique et historien Georges Corm est ancien ministre des Finances du Liban (1998-2000). Il enseigne la coopération économique internationale et les finances publiques à l'université Saint-Joseph de Beyrouth.

« Pourquoi la France change-t-elle d'attitude au Liban ? »

Source : Le Monde

Référence : « Pourquoi la France change-t-elle d'attitude au Liban ? », par Georges Corm, *Le Monde*, 15 septembre 2004.

La majorité des Libanais ont été consternés par l'alignement de la France sur les États-Unis dans sa tentative de déstabilisation du Liban par la résolution 1559 du Conseil de sécurité. Cette position est incompréhensible quand on se souvient qu'en 1996, c'est la France qui avait réussi à convaincre les États-Unis à reconnaître la légitimité de la résistance du Hezbollah au sud du Liban. C'est également la France qui, il y a deux ans, a organisé le sauvetage financier du Liban. C'est, enfin, encore la France qui s'oppose depuis trois ans à la politique des États-Unis au Proche-Orient.

Aujourd'hui pourtant, la France participe à une déstabilisation de tout le pays en approuvant un texte qui demande le désarmement du Hezbollah (que les États-Unis considèrent comme un groupe terroriste, contrairement à 90 % des Libanais) et des groupes palestiniens. Dans le même temps, on demande à la Syrie de retirer son armée alors qu'elle est une force de stabilité du pays et qu'aucun désarmement de ces groupes n'est possible sans elle. La résolution exige enfin des parlementaires libanais qu'ils refusent l'amendement de la Constitution libanaise, même si la procédure constitutionnelle est respectée, qui permettrait l'extension ou le renouvellement du mandat de l'actuel président de la République, le général Emile Lahoud. Sur ce plan déjà, le Parlement libanais a enfreint la résolution.

Pourquoi agir ainsi aujourd'hui ? Pourquoi vouloir empêcher la prolongation du mandat d'Émile Lahoud et ne pas protester devant les régimes arabes dont les dirigeants sont là depuis des années ? Est-ce pour le punir de son soutien au Hezbollah qui a libéré le Sud du pays ? Est-ce que les États-Unis cherchent à amplifier leurs pressions sur la Syrie en utilisant la carte libanaise ? Dans ce cas, pourquoi la France, traditionnelle alliée du Liban s'y associe-t-elle ? Cette attitude est dangereuse car elle réveille chez certains chrétiens l'envie d'une « protection » occidentale et chez les musulmans la rancœur vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale. Le président de la République français a des liens étroits avec le Premier ministre libanais qui s'est fortement opposé au maintien en poste de Lahoud, mais on a du mal à penser qu'une politique étrangère pourrait être dictée par des liens personnels. La France a-t-elle attrapé la fièvre coloniale en provenance des États-Unis et du Royaume-Uni ? La France a-t-elle été influencée par le **manifeste de Beyrouth** publiée de façon surprenante à la une du *Monde* et qui laissait penser qu'il reflétait l'opinion de la majorité des Libanais ?

On aurait aimé, en tout cas, que ce souci pointilleux de démocratie et de constitutionnalisme, exprimé dans la résolution 1559, ait été aussi ardent lorsque nous avons eu deux présidents élus sous la menace des canons

israéliens entourant le Parlement en 1982 ou lorsque l'État d'Israël durant vingt-deux ans n'a pas respecté la résolution 425 du Conseil de sécurité lui enjoignant de retirer toutes ses troupes du sud du Liban occupé en 1978. Le Liban quoi qu'il en soit ne se laissera pas intimider.

Richard V. Allen



Richard V. Allen a été conseiller de sécurité national du président Reagan (1980-1982). Il est membre de la Hoover Institution. Il est membre du conseil d'orientation du Nixon Center.

« Ce que Bush a bien fait en Corée du Nord »

Source : New York Times

Référence : « What Bush Did Right on North Korea », par Richard V. Allen, *New York Times*, 15 septembre 2004.

L'explosion en Corée du Nord a relancé cette question dans la campagne présidentielle, **John Kerry** s'appuyant sur cette histoire pour affirmer que la politique de **George W. Bush** était un échec et risquait de créer un « cauchemar nucléaire ». En fait, c'est la rhétorique de Kerry qui est dangereuse et la politique de l'administration Bush, fondée sur l'implication des voisins de la Corée du Nord est nécessaire.

Kerry accuse Bush d'avoir fait échouer la politique de dialogue du président sud-coréen Kim Dae Jung, mais la politique de Bush est le fruit d'observation précautionneuse. Au début de son mandat, M. Bush a reporté de nombreuses fois la visite du ministre des Affaires étrangères sud-coréen pour bien réfléchir à la politique qu'il allait mener. Beaucoup de républicains, dont Jesse Helms, avait approuvé la politique de **Bill Clinton**, mais en 2001, nous étions nombreux à nous demander si c'était bien la meilleure façon d'éliminer la menace nucléaire nord-coréenne. En octobre 2002, les Nord-Coréens ont admis avoir un système d'enrichissement de l'uranium et en janvier 2003, ils ont quitté le traité de non-prolifération. En réponse, l'aide pétrolière a été suspendue et l'**Agence Internationale de l'Énergie Atomique** (AIEA) a déclaré illégal le programme nucléaire nord-coréen.

Malgré ces événements, Kim Dae Jung voulait que l'administration Bush reprenne la politique de Clinton. Ce n'est pas ce qu'il faut faire. Ceux qui affirment que l'administration Bush n'a pas de politique vis-à-vis de la Corée du Nord se trompent : la politique actuelle est inspirée des échecs de la politique précédente.

Glyn Ford



Glyn Ford est député britannique travailliste au Parlement européen. Il est membre des commissions des Affaires étrangères, des Droits de l'homme et de la politique de défense et de sécurité commune.

« Du froid vers l'intérieur »

Source : The Guardian

Référence : « In from the cold », par Glyn Ford, *The Guardian*, 15 septembre 2004.

La péninsule coréenne est probablement l'endroit le plus dangereux du monde, mais cette situation est aggravée par ceux qui imaginent le pire des scénarios. La menace nucléaire pour l'Europe est aussi crédible que la conversion du Pape à l'islam. Même les préoccupations de l'apparition d'un « nuage en forme de champignon » ont été dissipées par les États-Unis et la Corée du Sud. En fait, la vérité est que la Corée du Nord est en train de changer, de sortir de la Guerre froide et de se tourner vers l'économie de marché, une décision fondée sur ses besoins économiques. C'est pourquoi la Corée du Nord est prête à négocier. La Corée du Nord ne faisait pas confiance aux États-Unis pour respecter l'accord de 1994 et elle n'avait pas tort. En effet, les négociateurs états-uniens pensaient alors que la Corée du Nord ne survivrait pas longtemps à l'implosion de l'URSS et qu'ils n'auraient donc pas à honorer leur part du contrat, oubliant que le régime nord-coréen trouve ses origines dans l'histoire ancienne du pays et dans sa culture. Aujourd'hui, la découverte que Séoul avait également un programme nucléaire très avancé allant bien plus loin que celui de son voisin du Nord sape la crédibilité des protestations de Washington. Surtout si on note que le budget militaire de la Corée du Sud est supérieur au PIB de la Corée du Nord. Dans les années 90, la Corée du Nord a connu une famine qui a fait trois millions de morts, une situation qui ne s'est stabilisée qu'avec l'aide internationale. Compte tenu de la situation, la Corée du Nord est entrée dans l'économie de marché, les paysans peuvent désormais vendre leurs surplus pour leur bénéfice (ce qui a fait exploser la productivité agricole) et la planification a été abandonnée. Les nouveaux marchés sont florissants, malgré l'inflation. Dans ces conditions, il faut négocier avec la Corée du Nord pour la faire évoluer comme la Chine ou le Vietnam.

Robert Kagan



Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

« Affronter Poutine »

Source : Washington Post

Référence : « Stand Up to Putin », par Robert Kagan, *Washington Post*, 15 septembre 2004.

Vladimir Poutine, l'aspirant dictateur de Russie, a forcé George W. Bush à montrer s'il était vraiment attaché à la démocratie. La décision du président russe lundi de supprimer l'élection des gouverneurs et de faire élire le Parlement russe sur la base de listes constituées par les dirigeants des partis qu'il contrôle sont des pas importants vers la tyrannie en Russie. Il utilise cyniquement l'attaque terroriste de Beslan comme excuse.

Poutine installe sa dictature à l'ancienne, en affirmant renforcer l'État face à ses ennemis. La grande question est : quelle sera la réaction de Bush, lui qui a affirmé depuis le 11 septembre que son objectif était de promouvoir la démocratie dans le monde ? Cette attitude a été dénoncée par les « réalistes », mais il l'a mis en œuvre en Irak, dans le Grand Moyen-Orient et en Afghanistan. Toutefois, ces dernières années, il n'a pas pris position contre les politiques anti-démocratiques en Russie. Colin Powell les a dénoncé, mais la Maison-Blanche est restée silencieuse. Pourtant, le fait que Poutine renforce son pouvoir ne nous est d'aucune utilité dans la guerre au terrorisme, au contraire cela décrédibilise nos efforts en faveur de la démocratie. Mener la guerre au terrorisme ne veut pas dire qu'il faut rejeter les autres éléments de politique étrangère. Une dictature en Russie est au moins aussi dangereuse qu'une dictature en Irak. Une tyrannie en Russie ne sera jamais un allié fiable dans la guerre au terrorisme. Bush doit contraindre Poutine à faire marche arrière en dénonçant son attitude.

André Glucksmann



André Glucksmann est philosophe et essayiste. Il est l'auteur de *Ouest* *Contre Ouest*.

« La route de l'apocalypse passe par Beslan »

Source : Le Monde

Référence : « La route de l'apocalypse passe par Beslan », par André Glucksmann, *Le Monde*, 16 septembre 2004.

Cela fait dix ans que j'annonce que le pire peut advenir si la très sale guerre de Tchétchénie devait se poursuivre. Aujourd'hui, je suis inconsolable devant les morts de Beslan. Les images de cette tragédie sont prophétiques, elles annoncent l'avenir abominable qui nous attend. Comme une fusée maléfique à trois étages pointée non seulement sur le Caucase et la Russie, mais sur l'Europe entière :

Par son ampleur et sa monstruosité, la prise d'otage de Beslan démontre que les terroristes ne reculent devant rien. Ils ne craignent pas pour leur vie et ne respectent pas celle d'autrui. Ce sont les pires des assassins. Qui sont-ils ? « Les Tchétchènes », diffusent les autorités russes avant d'en avoir vu un seul. Deux jours plus tard, Sergueï Ivanov, ministre de la défense, conteste : « Pas un seul Tchétchène dans le commando ». Peu crédible. « Dix Arabes », « un Nègre », « un Coréen », des « Géorgiens », des « Tatars », des « Kazakhs », annoncent divers officiels, sans plus de preuves. Aouchev, ancien président d'Ingouchie, viré par **Vladimir Poutine**, seule personne à avoir eu le courage d'entrer dans l'école pour parlementer sans mandat avec les preneurs d'otages a décrit un groupe multiethnique avec des Ingouches, des Ossètes, des Slaves. Bref, ce commando n'est pas représentatif des Tchétchènes. Il a été condamné par Maskhadov et même le criminel Bassaïev a nié toute implication. Poutine a dénoncé le « terrorisme international », n'a pas parlé de la Tchétchénie et refuse toute enquête internationale. Au passage, Poutine s'est même payé le luxe cynique de vanter l'héroïsme des Tchétchènes devant des journalistes étrangers tout en mettant à prix la tête de Maskhadov et cela ne l'empêche pas, d'ordinaire, de stigmatiser une population entière.

Face à ce commando nihiliste, il y a l'autre composante du chaos : Poutine et ses « forces de l'ordre » qui en rejetant toute négociation ont provoqué le drame avant d'aller « libérer » un gymnase bourré d'enfants à coups de fusils-mitrailleurs et de lance-flammes. Poutine a gardé la brutalité héritée des tsars et de Staline, il l'avait prouvé avec l'usage de gaz à la Doubrovka ou dans son attaque contre la Tchétchénie. Poutine est resté un tchékiste.

Nous sommes partie prenante de ce désastre car pas un gouvernement occidental n'a osé interroger le bilan de l'action de Poutine. La Guerre d'Irak a vu s'opposer deux visions du monde : Paris et le « camp de la paix » affirment que le terrorisme est fils de la guerre, Washington et ses alliés proclament que l'oppression est cause du terrorisme. La Tchétchénie subit la pire des guerres actuellement menée sur le globe : 40 000 enfants tués, sans images, dans la nuit et le brouillard. C'est un « un camp de concentration à ciel ouvert ». La Tchétchénie offre une occasion aux deux visions du monde de se rassembler. Il est plus qu'urgent de retenir Poutine par la manche en lui expliquant, côté

Paris, que sa guerre, côté Washington, que sa terreur, engendrent le chaos nihiliste. Malheureusement, dans l'affaire tchétchène, les grands principes sont oubliés. A-t-on oublié que c'est de la guerre soviétique en Afghanistan qu'est né le 11 septembre ? Massoud s'était opposé aux Soviétiques puis aux intégristes, on ne l'a pas aidé et on en a fait une icône après sa mort. Doit-on attendre le même sort pour Maskhadov ? En Tchétchénie, il est le seul allié de nos démocraties. Nos dirigeants ne doivent pas criminaliser une nation entière. Ce mépris pour la destruction de la Tchétchénie n'est pas du réalisme, c'est de l'aveuglement.

Boris Berezovski



Boris Berezovski est un des treize oligarques russes ayant fait fortune lors des privatisations de l'ère Eltsine. On le dit lié aux réseaux mafieux russes et il a joué un rôle dans le sabotage du règlement de la paix en Tchétchénie. Il vit en Grande-Bretagne où il a obtenu l'asile politique en 2003.

« Poutine, terroriste numéro un »

Source : Le Monde

Référence : « Poutine, terroriste numéro un », par Boris Berezovski, *Le Monde*, 16 septembre 2004.

Qu'est-ce que le terrorisme ? La prise d'otage de Beslan est un acte terroriste, cela ne fait aucun doute, mais lorsque, sous la direction de **Vladimir Poutine**, les forces russes mènent un génocide en Tchétchénie, c'est aussi du terrorisme. Poutine est le responsable du déclenchement de la terreur en Tchétchénie. À ce titre, il est le terroriste numéro un.

La seule façon maintenant de mettre un terme à la terreur est que Poutine décide de cesser la guerre en Tchétchénie et, comme Boris Eltsine en 1996, recherche un accord avec les Tchétchènes en passant par leur président légitime, Aslan Maskhadov. Moscou a une position contradictoire vis-à-vis de Maskhadov. On prétend qu'il ne contrôle pas tous les groupes tchétchènes et que dans ces conditions, traiter avec lui ne sert à rien, mais dans le même temps on l'accuse de tous les attentats commis en Russie. Maskhadov contrôle les choses « globalement » et le jour où Moscou se tournera vers lui, les Tchétchènes feront bloc derrière lui. Certes, Maskhadov détestait Eltsine, mais il accepta de négocier avec lui parce qu'il avait compris qu'Eltsine se battait pour l'unité de la Russie. Aujourd'hui, l'histoire est bien différente : Poutine ne se bat pas pour l'unité de la Russie, mais contre les Tchétchènes. C'est un criminel de guerre en train de commettre un génocide. Pour cette raison, Maskhadov n'acceptera de négocier avec Poutine que par le biais d'une médiation internationale.

La médiation peut s'opérer à trois niveaux.

- ▶ Une médiation impliquant d'autres pays de la CEI (Communauté des États indépendants) : Ukraine, Kazakhstan, Arménie, et peut-être même Géorgie. Ils sont passés par la séparation d'avec le vieil empire soviétique, cette expérience serait de nature à éclairer utilement les Tchétchènes et c'est la meilleure solution pour la Russie.
- ▶ L'Europe pourrait être à un autre niveau. Il serait probablement plus favorable aux Tchétchènes, mais plus préjudiciable à la Russie.
- ▶ L'ONU, nettement plus avantageux pour les Tchétchènes, mais mauvais pour la Russie.

Il faut négocier un accord en Tchétchénie qui favorisera la décentralisation du pouvoir en Russie sans toutefois amener le pays vers la désintégration. Sous Eltsine, c'était le chemin que nous prenions, mais Poutine a décidé de restaurer au niveau de la Russie le même système de contrôle implacable qu'à l'époque soviétique, une erreur qui a aggravé la situation en Tchétchénie. Je suis absolument opposé à l'indépendance de la Tchétchénie, mais il est possible de s'entendre sur la base d'une autonomie politique et culturelle. Ce point était déjà acquis avec Maskhadov en 1996-1997, mais au Kremlin, on ne veut pas en entendre parler.

Le président russe compare les dirigeants tchétchènes à Ben Laden. Cela n'a rien à voir, Ben Laden mène une guerre non-négociable contre l'Occident tandis que le problème tchétchène vient de la revendication contrariée du droit à l'autodétermination. Si Israël, pays minuscule bénéficiant du plus extraordinaire dispositif de sécurité du monde, est incapable de protéger son peuple contre les commandos-suicide et autres actes terroristes, comment va s'y prendre la Russie, vaste pays doté d'un appareil de sécurité incompetent et privé de moyens ? Nous devons discuter avec Maskhadov car c'est un homme raisonnable, contrairement à la génération suivante de Tchétchènes, fort différente. C'est pourquoi il est à présent urgent d'agir. La première étape serait que Poutine renonce à la guerre, sans condition, et retire les troupes. La seconde est de commencer les négociations.